



**Assemblée générale**

**Distr.**  
GENERALE

**A/46/344**  
7 août 1991  
**FRANCAIS**  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Points 4, 15 a), 19, 20, 36, 37  
43, 44, 46, 51, 59, 60 i), 69,  
**70, 78, 19, 80, 81, 83,** 89, 93,  
94, 95, 96, 97, 98 et 104 de  
l'ordre du jour provisoire\*

ELECTION DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES PRINCIPAUX :  
ELECTION DE CINQ MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE  
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX  
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX  
ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
DROIT DE LA MER  
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN  
OWERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT  
APPLICATION DES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
L'AGRESSION IRAQUIENNE ET LE MAINTIEN DE L'OCCUPATION DU KOWEIT  
EN VIOLATION FLAGRANTE DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES  
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS NUCLEAIRES EXPERIMENTALES  
**ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES)**  
DESARMEMENT GENERAL ET **COMPLET** (INTERDICTION DE DEVERSER  
DES DECHETS RADIOACTIFS)  
PROTECTION ET SECURITE DES PETITS ETATS  
EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS  
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE  
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

\* A/46/150.

PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES  
COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'ELIMINER LA FAIM DANS  
LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DE DEVELOPPEMENT

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

ELIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION

DEVELOPPEMENT SOCIAL

PROMOTION DE LA FEMME

STUPEFIANTS

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES,  
QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET  
QUESTIONS HUMANITAIRES

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES  
AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Lettre datée du 5 août 1991, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de Vanuatu auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

Au nom des sept pays du Forum du Pacifique Sud qui sont également Membres de l'Organisation des Nations Unies (Australie, Fidji, Iles Salomon, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Vanuatu), j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir distribuer le texte joint en annexe du communiqué final du vingt-deuxième Forum du Pacifique Sud, tenu à Palikir (Pohnpei), Etats fédérés de Micronésie, les 29 et 30 juillet 1991, comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 4, 15 a), 19, 20, 36, 37, 43, 44, 46, 51, 59, 60 i), 69, 70, 78, 79, 80, 81, 83, 89, 93, 94, 95, 96, 97, 98 et 104 de l'ordre du jour provisoire 1/.

L'Am bassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Robert F. VAN LIEROP

---

1/ Le communiqué a été reproduit tel qu'il a été reçu. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones ou de leurs autorités.

## Annexe

### VINGT-DEUXIEME FORUM DU PACIFIQUE SUD

Palikir (Pohnpei), Etats fédérés de Micronésie

29-30 juillet 1991

#### COMMUNIQUE DU FORUM

1. Le vingt-deuxième Forum du Pacifique Sud a siégé à Palikir (Pohnpei), Etats fédérés de Micronésie. Y ont participé les chefs de gouvernement des Etats fédérés de Micronésie, de Fidji, des îles Cook, de Kiribati, de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Samoa occidentales. L'Australie était représentée par son ministre des affaires étrangères et du commerce, la République des îles Marshall par son ministre de la santé, les Iles Salomon par leur ministre des affaires étrangères, Tonga par son ministre des affaires étrangères et de la défense et Vanuatu par son vice-premier Ministre.

2. Les participants ont examiné les questions ci-après :

- Perspectives économiques et commerciales de la région;
- Question d'environnement, notamment **Conférence** des Nations Unies sur l'environnement et le développement;
- Importance du **débat** en cours sur la sécurité régionale;
- Le point de la situation en Nouvelle-Calédonie;
- Position de la région sur les problèmes mondiaux.

#### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

3. Le Forum s'est déclaré préoccupé des **difficultés** économiques persistantes que connaissent beaucoup d'**Etats membres**. Il a **noté** au point de vue selon lequel l'action régionale a un rôle déterminant à jouer, **même** si beaucoup de décisions doivent être prises à l'échelon national, **par** exemple dans le domaine des programmes d'**ajustement** structurel de l'économie. Le Forum a noté que, si essentiel qu'il soit pour les pays insulaires du Forum de recevoir un volume substantiel d'aide, il importe de donner plus d'importance aux questions intéressant le secteur privé, notamment le commerce et les **investissements**.

4. Le Forum a reconnu que les discussions économiques de haut niveau entre les pays insulaires du Forum et leurs principaux interlocuteurs devaient se poursuivre. Il a noté avec satisfaction que **tous** ceux qui s'intéressent au développement du Pacifique Sud sont fermement résolus à favoriser un renforcement de la coopération, de la coordination et du **dialogue** sur les politiques. A ce propos, un certain **nombre** de questions importantes qui

devraient tenir plus de place dans les politiques et programmes ont été identifiées, à savoir notamment : rôle du secteur privé, dépenses renouvelables induites par l'aide, renforcement des capacités de planification stratégique et d'élaboration des politiques, valorisation du capital humain (notamment enseignement supérieur et formation), et perfectionnement des mécanismes de consultation au sujet de l'aide. Il est essentiel que tous les organismes actifs dans ces domaines dans la région continuent à collaborer étroitement et coordonnent au mieux leurs efforts. Le Forum a particulièrement insisté sur le rôle du Comité de coordination des organisations du Pacifique Sud.

5. Le Forum s'est particulièrement préoccupé des doubles emplois entre les activités des programmes et organismes régionaux. Il s'est donc félicité de la proposition tendant à ce que son secrétariat, en collaboration avec les autres organisations régionales et les donateurs, établisse une liste des besoins prioritaires de la région qui pourraient être satisfaits au moyen de programmes régionaux de coopération complétant les activités nationales.

6. Le Forum est convenu que la région devrait continuer à développer ses rapports avec le reste du monde, y compris les territoires du Pacifique qui ne sont pas membres, à renforcer les liens avec des groupements tels que l'Association de coopération économique Asie-Pacifique et la Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique et à promouvoir les relations entre le secrétariat du Forum et celui de l'ANASE. Le Forum, soulignant l'importance d'un système commercial équitable pour les pays membres, s'est associé à d'autres acteurs de la communauté internationale pour exhorter toutes les parties à l'Uruguay Round à tout faire pour que les négociations aboutissent à un succès complet dans l'année.

7. Le Forum a confirmé que le Premier Ministre des îles Cook devrait poursuivre ses entretiens avec les autorités des Etats-Unis au sujet du financement et de la structure de la Commission commerciale mixte associant les pays insulaires du Forum et les Etats-Unis qu'il est proposé d'établir, et dont le siège sera initialement situé au East West Center de Hawaii. Il a accepté que cette commission soit composée au début des Etats-Unis et des 13 pays insulaires du Forum comme l'ont proposé les Etats-Unis, tout en espérant que d'autres pays insulaires du Pacifique pourraient s'y associer à l'avenir. Les membres du Forum sont convenus que M. Jioji Kotobalavu serait nommé secrétaire exécutif dès que la Commission serait constituée.

## ENERGIE

8. Etant donné l'importance du secteur de l'énergie, le Forum s'est félicité de l'offre de Fidji d'accueillir les 29 et 30 août 1991 les ministres de l'énergie des pays membres réunis pour examiner les politiques de prix du pétrole et leurs effets sur le développement économique dans les pays insulaires du Forum. Il a jugé nécessaire que le secrétariat continue à suivre et analyser les cours internationaux du pétrole et les facteurs des coûts des compagnies pétrolières pris en compte pour établir le prix des produits pétroliers vendus aux pays insulaires du Forum.

## PROTECTION DU CONSOMMATEUR

9. Le Forum s'est déclaré favorable à une approche régionale de la protection du consommateur. A ce sujet, il s'est félicité qu'un nouveau séminaire régional sur la question doive se tenir aux Samoa occidentales avant la fin de l'année. Tous les gouvernements membres se sont engagés à étudier de près les principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur.

## PETITS ETATS INSULAIRES

10. Le Forum a reconnu que les petits Etats insulaires membres du Forum ont des besoins spécifiques pour leur développement et a recommandé que la communauté internationale des donateurs en tienne compte dans son aide à ces pays. Le Forum s'est félicité de l'offre du Gouvernement des îles Cook d'accueillir en novembre 1991 une réunion des chefs de gouvernement des petits Etats insulaires, de hauts fonctionnaires et de représentants du secteur privé pour étudier les stratégies de développement desdits Etats. Le secrétariat du Forum facilitera cette réunion en y affectant une partie des fonds que doit fournir l'Australie au titre d'un nouveau programme destiné à promouvoir le développement du secteur privé dans le Pacifique Sud.

## ENVIRONNEMENT

11. Réaffirmant l'importance cruciale des questions d'environnement pour la région, le Forum a souligné que le développement économique durable est indissolublement lié à la protection et à la conservation de l'environnement. Il a insisté sur la nécessité de présenter les intérêts du Pacifique de façon claire et complète dans la négociation des conventions internationales sur le changement du climat et sur la diversité biologique ainsi que dans d'autres tribunes s'occupant d'écologie. Le Forum a aussi réaffirmé que tous les pays ont l'obligation de coopérer pour conserver et protéger l'environnement et de promouvoir des politiques appropriées de développement durable afin d'assurer le bien-être des générations futures.

12. Le Programme s'est félicité des suites données aux décisions prises l'année précédente au sujet des dispositifs institutionnels solides nécessaires pour s'occuper de ces questions, à savoir la décision de renforcer sensiblement le programme régional sur l'environnement dans le Pacifique Sud et de le transformer en une organisation régionale pleinement autonome et celle d'établir son siège aux Samoa occidentales.

13. Le Forum s'est félicité de l'entrée en vigueur de la Convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (Convention du SPREP) ainsi que du Protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud et du Protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets. Il s'est aussi félicité de l'entrée en vigueur de la Convention sur la conservation de la nature dans le Pacifique Sud (Convention Apia).

14. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui doit siéger en 1992 aura une importance décisive pour l'avenir de la région. Le Forum a **énergiquement** insisté sur l'importance pour la région de contribuer à la préparation de la CNUED et aux sessions du Comité préparatoire. Il s'est déclaré entièrement favorable à la déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement publiée par les ministres et les représentants lors de la réunion intergouvernementale du SPREP tenue les 8 et 9 juillet. Le Forum a par ailleurs pris note de la déclaration qui doit être présentée à la troisième session du Comité préparatoire de la CNUED en 1991 au nom de la région du Pacifique Sud. Il a décidé que tous les organismes internationaux compétents seraient informés de l'adhésion du Forum à cette déclaration afin qu'il soit pleinement tenu compte des préoccupations de la région. Etant donné le rôle important que joue la mer dans l'environnement des populations du Pacifique, le **Forum** a exhorté les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention sur le droit de la mer.

15. Le Forum a décidé que ses membres seraient **représentés** collectivement, si possible au niveau ministériel et avec une coordination et un appui du SPREP, **au Comité** préparatoire de la Conférence, car c'est à ce stade que beaucoup des décisions essentielles seront prises. Les troisième et quatrième sessions du Comité ont une importance particulière à cet égard. Lors de la Conférence elle-même, il serait souhaitable que la participation soit assurée au niveau politique le plus élevé pour donner du poids **aux** intérêts de la région. Etant donné la complexité et l'ampleur de la CNUED, le Forum a estimé qu'il serait utile de définir une position commune avec d'autres pays ayant des préoccupations analogues, en **particulier** avec des pays membres de l'Alliance des petits Etats insulaires. Il conviendrait d'envisager une stratégie coordonnée et de donner aux représentants des pays du Forum mandat de prendre la parole au nom de l'ensemble de la région chacun sur un sujet particulier. Un appui du SPREP serait essentiel. Le Forum a instamment demandé que la communauté internationale facilite la participation des pays insulaires du Forum aux sessions du Comité préparatoire et à la Conférence elle-même.

#### **Modification du climat et élévation du niveau des eaux**

16. Le réchauffement du climat mondial et l'élévation du niveau des eaux sont les plus graves menaces écologiques qui pèsent sur la région du Pacifique. La survie culturelle, économique et physique des nations du Pacifique est très menacée.

17. Le Forum a réaffirmé qu'il importe que tous les membres de la communauté internationale élaborent une convention-cadre sur les changements climatiques. A ce propos, il s'est félicité des activités de l'Alliance des petits Etats insulaires. Il a souligné qu'il est urgent de mobiliser l'action internationale grâce à la conclusion rapide d'une convention mondiale contenant des dispositions strictes et **concrètes** et dont les signataires s'engageraient à **lutter** contre les effets indésirables des changements du climat, notamment en réduisant immédiatement dans des proportions importantes les émissions de gaz qui sont à l'origine des effets de serre produits par

l'industrie, et en particulier les émissions de gaz carbonique. Le Forum a noté que c'est principalement aux pays industriels qu'il incombe de réduire ces émissions. Il a noté que le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention-cadre concernant les changements climatiques a reconnu la nécessité de tenir compte des intérêts et des besoins **spécifiques** des petits Etats insulaires. Le Forum a souligné qu'il est essentiel de définir ces besoins et intérêts de façon claire et complète et d'en informer le Comité intergouvernemental de négociation avant sa troisième session de négociation, qui doit avoir lieu en septembre 1991. Il a reconnu que le SPREP doit jouer à cet égard un rôle central, à la fois technique et de coordination.

18. Le Forum a reconnu que la stabilisation des émissions de gaz provoquant l'effet de serre dépendait de la volonté d'économiser l'énergie et de développer de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles techniques appropriées. Il a invité tous les pays, et en particulier les pays développés, à donner une priorité élevée à poursuivre les travaux de recherche-développement et le transfert de technologie dans ces domaines. Le Forum a décidé de transmettre ces préoccupations au Comité intergouvernemental et aux autres organes internationaux compétents.

#### Essais nucléaires

19. Le Forum déplore que, malgré l'opposition qu'il manifeste depuis longtemps, la France continue à faire des essais nucléaires dans la région. Il a noté que ces essais se poursuivent bien que la France ait heureusement décidé de devenir partie au Traité de non-prolifération et bien qu'elle ait signé et ratifié la Convention du SPREP et ses protocoles. Le Forum s'est déclaré consterné de la déclaration officielle du Gouvernement français selon laquelle la décision d'adhérer au Traité de non-prolifération n'aurait aucun effet sur les programmes d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud. Le Forum a réaffirmé son opposition énergique et constante aux essais nucléaires dans la région. A cet égard, il a décidé d'envisager un programme élargi d'opposition aux essais nucléaires de la France dans la région. Il a **suggéré** que le SPREP joue un rôle central dans le suivi et l'évaluation de l'impact écologique des essais nucléaires dans la région.

#### versement en mer de déchets toxiques et dangereux

20. Le risque que la région ne devienne une décharge de déchets toxiques et dangereux, de **substances** chimiques et de matériel radioactif a été jugé inquiétant. A ce propos le Forum a fait l'éloge de la position progressiste affirmée récemment par les parties contractantes à la Convention de Londres sur l'émission de **déchets**, et en particulier de la décision prise en 1990 de cesser progressivement toute immersion en mer de déchets industriels. Le Forum s'est associé aux Etats Membres insulaires qui souhaitent que ces principes soient officialisés sous forme d'un amendement de la Convention de Londres. Le Forum a émis le vœu que cette procédure aboutisse lors de la quinzième réunion consultative de la Convention de Londres, qui doit avoir lieu en 1992, parallèlement à la CNUCED.

### Pêche aux filets dérivants

21. Le **Forum** a réaffirmé son adhésion à la Déclaration de Tarawa par laquelle notamment les membres du Forum s'engagent à mettre fin à la pêche aux filets dérivants dans leurs eaux et à contribuer activement aux efforts faits à l'échelon international pour interdire cette pratique. A cet égard, le Forum s'est félicité de l'entrée en vigueur le 17 mai 1991 de la Convention sur l'interdiction de la pêche aux filets dérivants dans le Pacifique Sud et a une fois de plus exhorté toutes les parties intéressées à adhérer à la Convention ou à ses protocoles, selon le cas.

22. Le Forum a aussi réaffirmé la nécessité d'appliquer intégralement les résolutions **44/225** et **45/197** de l'Assemblée générale de **l'ONU** qui demandent que la pêche aux filets dérivants cesse totalement dans la région du Pacifique Sud à compter du 1er juillet 1991 au plus tard et qu'un moratoire sur toutes les opérations de pêche hauturière aux grands filets pélagiques dérivants soit décrété le 30 juin 1992 au plus tard. Le Forum a également invité ses membres et les autres Etats ayant les mêmes intérêts à rester vigilants et à coopérer au moment où la question serait examinée par l'Assemblée générale de **l'Organisation** des Nations Unies; il a rappelé qu'en application de la résolution 47/197, les membres du Forum, en accord avec l'office des pêches du Forum, doivent présenter au Secrétaire général un rapport sur l'impact de la pêche aux filets dérivants.

### Diversité biologique

23. Le Forum a noté que la région du Pacifique était une des importantes réserves de diversité biologique du monde. On trouve dans les milliers d'îles du Pacifique une gamme très riche d'écosystèmes terrestres et marins. La préservation de cette diversité biologique revêt une importance critique pour le développement écologiquement durable, non seulement dans la région mais aussi dans le monde entier. Le Forum a reconnu l'importance fondamentale que revêtent ces ressources biologiques pour les populations de la région du Pacifique et a préconisé le développement de pratiques agricoles, forestières, extractives et halieutiques propres à favoriser leur préservation.

### JACADS

24. Le Forum a examiné le rapport de la Mission ministérielle sur le Johnston Atoll Chemical Agent Disposal System (JACADS). Depuis lors, les **Etats-Unis**, à la demande du Gouvernement des Iles Salomon, ont transporté des armes chimiques de la deuxième guerre mondiale à l'atoll Johnston. Le **Forum** a réaffirmé que les pays de la région s'opposent au JACADS et souligné une fois de plus qu'il est essentiel qu'à l'avenir aucun Etat n'agisse d'une façon qui puisse avoir un effet sur la santé et le bien-être des populations du Pacifique sans avoir consulté les gouvernements de la région et obtenu leur consentement. Une mission scientifique du Forum devrait, dans un avenir proche, surveiller le fonctionnement et la sécurité du JACADS et rendre compte de ses conclusions aux gouvernements de tous les Etats membres.

25. Le Forum s'est félicité de l'assurance donnée par les Etats-Unis qu'ils cesseraient d'exploiter le JACADS et qu'ils démantèleraient les installations après avoir détruit les armes chimiques actuellement **stockées** sur l'atoll Johnston (ainsi que tout autre stock qui pourrait être découvert dans la région du Forum) et a déclaré qu'il considèrerait ces assurances comme un engagement irrévocable. Dans l'attente de poursuivre le dialogue avec les Etats-Unis sur cette question, le Forum a remercié le Gouvernement des Etats-Unis de l'avoir tenu au courant du fonctionnement des installations de l'atoll Johnston. Le **Forum a** instamment invité les Etats-Unis à **mettre** l'atoll Johnston en conformité avec la Convention du SPREP.

#### SECURITE REGIONALE

26. Le Forum a souligné que dans un monde politique et économique en mutation rapide, l'échange d'informations et le dialogue entre **gouvernements** des pays membres prenaient **une** importance accrue. Il a par ailleurs constaté qu'il y avait lieu de renforcer la coopération régionale de manière à pouvoir efficacement faire respecter la loi. Des travaux récents avaient montré qu'il s'agissait là d'un domaine complexe et que tous les pays n'avaient pas les mêmes priorités. Le Comité du Forum pour les échanges d'informations en matière de sécurité régionale a été chargé d'étudier les priorités et les besoins une fois que les gouvernements des pays membres du **Forum** auraient terminé leurs évaluations nationales.

27. Le Forum s'est à nouveau déclaré préoccupé des graves conséquences sociales de l'abus des drogues et du trafic illicite de stupéfiants. Les gouvernements des pays membres se sont engagés une fois de plus à coopérer dans la lutte contre l'abus et le trafic des drogues. A cet égard, le Forum a apporté son appui aux propositions visant à accroître les ressources mises à la disposition des organisations régionales de **lutte** contre l'abus et le trafic des **drogues**. Il s'est également déclaré en faveur de diverses propositions visant à aider les petits pays insulaires à **faire face aux** infractions à la loi liée à l'abus et au trafic des drogues et **aux** autres problèmes connexes.

#### DECOLONISATION

28. Le Forum a réaffirmé qu'il importait d'assurer le respect universel du droit des peuples à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et il a souligné à nouveau son attachement aux principes et aux pratiques de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. A cet égard, il a noté que l'Organisation des Nations Unies venait de proclamer la Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme et il a demandé à nouveau que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou un représentant spécial que celui-ci désignerait à cet effet **se rende dans chacun** des territoires figurant encore sur la liste des territoires non autonomes établie par l'**ONU**. Le Forum a également **reproposé** que l'**ONU** effectue **une** étude approfondie des territoires encore non **autonomes**, que les conclusions de cette étude soient largement **diffusées** et que les **pays soient invités à** envisager d'adopter une législation garantissant aux peuples colonisés l'exercice de leurs droits fondamentaux.

### Sahara occidental

29. Le Forum a constaté avec satisfaction que des progrès avaient récemment été faits sur la voie menant à une solution juste et durable de la question du Sahara occidental. Il a félicité à cet égard le Front POLISARIO et le Royaume du Maroc pour ces progrès et a rendu hommage au rôle que l'organisation de l'unité africaine et l'ONU avaient joué en contribuant à la recherche d'une solution appropriée, conforme aux principes et aux pratiques des Nations Unies.

### Nouvelle-Calédonie

30. Le Forum a appelé une fois de plus l'attention sur les liens étroits qui existent entre le peuple néo-calédonien, en particulier les populations autochtones kanakes, et d'autres peuples du Pacifique Sud et a pris acte des mesures constructives adoptées par tous les intéressés en vue de faciliter à l'avenir le resserrement de ces liens.

31. Le Forum a pris note des mesures positives que les autorités françaises continuaient de prendre en Nouvelle-Calédonie, en coopération avec tous les secteurs de la population, afin de promouvoir dans le territoire un développement politique, économique et social équitable et de favoriser ainsi une évolution pacifique sur la voie de l'autodétermination.

32. Le Forum a souligné qu'il importait d'assurer un développement économique et social équitable, la transparence dans l'établissement des listes électorales et la poursuite du dialogue entre toutes les parties intéressées de Nouvelle-Calédonie, afin de s'acheminer vers une autodétermination conforme aux principes et pratiques de l'ONU, dans laquelle toutes les options, y compris celles de l'indépendance, seraient offertes et qui préserverait les droits des populations autochtones kanakes et ceux de tous les autres Néo-Calédoniens.

33. Le Forum a exprimé une fois de plus l'espoir que les autorités françaises et d'autres sources fourniraient une aide accrue pour l'éducation et la formation de la population kanake, afin que tous les Néo-Calédoniens puissent exercer leur droit à l'autodétermination dans les meilleures conditions possibles. Ils ont exprimé à nouveau l'espoir que les autorités françaises faciliteraient les visites en Nouvelle-Calédonie de missions périodiques de l'organisation des Nations Unies.

34. Le Forum continuerait de suivre de près et avec vigilance l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie. Il a félicité le Comité ministériel établi par le vingt et unième Forum d'avoir présenté un rapport intérimaire extrêmement utile. Il a décidé d'assurer une large distribution du texte définitif du rapport, qui sera notamment envoyé à l'ONU, et a demandé au Comité de poursuivre ses travaux. Il a exprimé l'espoir que les autorités françaises continueraient de faciliter les visites en Nouvelle-Calédonie de représentants des pays membres du Forum, notamment des chefs de gouvernement.

35. Le Forum avait l'intention de favoriser le développement des contacts avec la Nouvelle-Calédonie, notamment en invitant, selon des modalités appropriées à chaque cas, les territoires français du Pacifique à participer à ses comités consultatifs, séminaires et ateliers. Il a également estimé que les manifestations culturelles étaient utiles car les invitations adressées aux différents groupes ethniques de Nouvelle-Calédonie permettaient de favoriser les prises de contacts informels. Il conviendrait de poursuivre les contacts informels pris avec les groupements politiques à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie lors des rencontres annuelles du Forum. Le Forum a exprimé l'espoir que d'autres groupements tireraient parti de cette possibilité.

36. Le Forum s'est offert à aider le FLHKS à élaborer un programme d'action afin d'être certain que les Accords de Matignon lui permettraient d'atteindre ses objectifs. Le Forum s'est également déclaré d'accord pour l'établissement d'un fonds d'aide à la formation des Kanaks à l'intérieur et à l'extérieur de la région, qui serait administré par le secrétariat.

#### Afrique du Sud

37. Le Forum a examiné la situation en Afrique du Sud et pris acte des mesures positives adoptées durant l'année écoulée pour démanteler les structures institutionnalisées de l'apartheid. Il a invité les dirigeants actuels de l'Afrique du Sud à prendre les autres mesures qui s'imposent pour accélérer le processus de démantèlement total de l'apartheid ainsi que d'élimination de ses divers vestiges et séquelles. Le Forum a noté avec consternation que selon certaines révélations, le Gouvernement d'Afrique du Sud s'était impliqué en secret dans des activités de déstabilisation politique et il a instamment invité à prendre les mesures nécessaires pour restaurer sa crédibilité et remettre le processus de négociation sur le droit chemin. Tout en acceptant l'idée qu'il convient de relâcher progressivement les sanctions à mesure que d'importants progrès seront faits dans le démantèlement de l'apartheid, le Forum s'est déclaré convaincu qu'il fallait continuer d'exercer de l'extérieur une certaine forme de pression sur le Gouvernement d'Afrique du Sud tant qu'un régime politique et social pleinement démocratique ne serait pas mis en place.

#### PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

38. Les membres du Forum ont unanimement réaffirmé qu'ils soutiennent la candidature du Ministre des affaires étrangères de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rt Hnn sir Michael Somare, au poste de Président de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Compte tenu des profondes mutations en cours dans le monde entier, ils ont également fortement appuyé l'idée avancée par Sir Michael selon laquelle la gestion du changement est une question importante sur laquelle les Nations Unies devraient se pencher.

## SECURITE DES PETITS ETATS

39. Le Forum s'est **félicité** de la libération du **Koweït** de l'occupation étrangère et il a demandé instamment à la communauté internationale de rechercher les moyens pacifiques d'assurer efficacement la sécurité et l'intégrité territoriale de tous les petits Etats qui sont vulnérables sur les plans **militaire** ou économique. A cet égard, le Forum a lancé un appel à tous les membres de la communauté internationale pour qu'ils oeuvrent ensemble à l'application effective de toutes les résolutions adoptées par l'**ONU** à ce sujet ainsi qu'au respect du droit international et à son développement progressif.

## INITIATIVES PRISES PAR LES PAYS MEMBRES DU FORUM

40. Les chefs de gouvernement se sont engagés à soutenir les heureuses initiatives ci-après :

- Demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République des îles **Marshall** et des Etats *fédérés* de **Micronésie**, en tant que membres de plein droit. Le Forum a prié le Conseil de **sécurité** et l'Assemblée générale des Nations Unies de réserver à l'unanimité un accueil **favorable** à ces demandes d'admission à l'**ONU**.
- La candidature de la Nouvelle-Zélande au Conseil de sécurité des Nations Unies pour un mandat de deux ans (1993-1994). Certains membres ont également rappelé qu'ils s'étaient engagés à soutenir la candidature du Japon.
- La demande d'admission à la Banque asiatique de développement, formulée par Nauru.
- La proposition tendant à convoquer un sommet pacifique pour les enfants: le Forum a demandé au Secrétaire **général** d'examiner cette proposition avec son collègue, le Secrétaire général de la Commission pour le Pacifique Sud et de faire rapport au vingt-troisième Forum du **Pacifique Sud**
- Le rapport que lui a présenté le stage d'étude de Rarotonga sur la *Convention* pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes.
- Le quarantième anniversaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
- Les demandes d'admission à l'**ONU** formulées respectivement par la Corée du Sud et la Corée du Nord.

## TOURISME

41. Le Forum a reconnu que le tourisme était un secteur important pour le développement économique de la région et que l'établissement de liens entre le Forum et le Conseil du tourisme du Pacifique Sud (TCSP) était un moyen appréciable de coordonner étroitement les projets de développement du tourisme régional avec ceux des autres secteurs prioritaires. Le Forum a reconnu que le TCSP était une organisation intergouvernementale régionale et il a été d'accord pour penser que ses relations avec le Forum devraient comporter l'établissement de rapports.

## DIALOGUE A L'ISSUE DU FORUM

42. Le Forum a estimé que le dialogue organisé à l'issue de ses délibérations était utile car il permettait de s'entretenir des problèmes internationaux et régionaux avec les principales puissances extérieures ayant des intérêts dans le Pacifique Sud. Le Forum a modifié certaines procédures afin d'encourager la participation de hautes personnalités à ce dialogue et pour que celui-ci soit l'occasion d'aborder pleinement avec les Etats y participant tous les Problèmes de politique régionale et mondiale qui intéressent les pays membres du Forum.

43. Le Forum a décidé de ne pas modifier les critères actuels de désignation des participants au dialogue organisé à l'issue de ses rencontres ni la liste actuelle des participants au dialogue. Il a chargé le secrétariat d'examiner la possibilité d'organiser une réunion distincte permettant des échanges de vues avec des représentants de **Taiwan/République** de Chine.

## STATUT D'OBSERVATEUR AUX REUNIONS DU FORUM

44. Le Forum a décidé de ne pas modifier les critères définissant actuellement le statut d'observateur. Il a noté que le Secrétaire général s'était mis en rapport avec les Gouvernements de la République des **Palais** et de la Polynésie française pour savoir s'ils désiraient avoir un statut d'observateur au Forum.

## APPUI APPORTE PAR DES DONATEURS AUX PROGRAMMES DU FORUM

45. Le Forum s'est félicité du ferme appui apporté par toute une gamme de donateurs aux programmes mis en oeuvre par le secrétariat du Forum. Il a en particulier reconnu l'intérêt des contributions faites actuellement par des pays et organisations non membres. Il a ajouté qu'il était en faveur de l'idée de confier à des organisations régionales l'exécution d'un certain nombre de programmes régionaux, par exemple ceux qui sont financés dans le cadre du cinquième cycle de programmation régionale du PNUD.

## RAPPORTS DES ORGANISATIONS REGIONALES

46. Le Forum a adopté les rapports annuels dont il était saisi et que lui avaient adressés :

- 1) Le Directeur de l'Office des pêches du **Forum**;
- 2) Le Directeur du Programme de développement des îles du Pacifique;
- 3) Le Directeur **de** la Commission des sciences de la terre appliquées du Pacifique Sud;
- 4) Le Vice-Président de l'Université du Pacifique Sud.
- 5) Le Secrétaire **général** du secrétariat du Forum;
- 6) Le Directeur du Programme régional sur l'environnement dans le Pacifique Sud.

#### NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL

47. Le Forum a nommé **l'Hon. Iaremia Tabai**, de Kiribati, au poste de Secrétaire général du secrétariat du Forum.

#### SECRETAIRE GENERAL SORTANT

48. Le Forum a salué l'oeuvre inestimable et les réalisations historiques du Secrétaire général sortant, **l'Hon. Henry Naisali**, qui a **présidé** durant six ans au développement du secrétariat du Forum et à sa transformation en un service hautement spécialisé. Les dirigeants participant au Forum lui ont souhaité longue vie, bonheur et succès dans ses entreprises.

#### COMMISSION DU PACIFIQUE SUD POUR LES SCIENCES DE LA TERRE APPLIQUEES

49. Le Forum a soutenu la candidature de M. Philippe Muller et sa nomination au poste de Directeur de la Commission du **Pacifique** Sud pour les sciences appliquées. **Il** a souligné les services rendus par **M. Philippe Muller**, Directeur sortant de **l'Office des** pêches du Forum, ainsi que par **M. Jioji** Kotobalavu, Directeur sortant de la Commission du Pacifique Sud pour les sciences de la terre appliquées.

#### DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

50. Le Forum a accepté avec gratitude l'offre du Gouvernement des îles Salomon d'accueillir le vingt-troisième Forum du **Pacifique** Sud et celle de Nauru d'accueillir le vingt-quatrième Forum du Pacifique Sud. Le Forum a **été** convenu qu'il serait souhaitable de revenir à l'avenir à la pratique consistant à suivre l'ordre alphabétique, en commençant par l'Australie, pour désigner le pays accueillant ses **réunions**, à moins qu'il ne décide de s'écarter de cet ordre en raison de circonstances particulières (par exemple le vingtième anniversaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1995).

-----